

ARTICLE tiré des « RECHERCHES UNIVERSITAIRES » de
Janvier-Février 1964

En choisissant pour terrain essentiel de son activité les problèmes de l'Université, l'U.N.E.F sous-estimait sans doute certaines difficultés que la pratique ne devait pas tarder à révéler aux responsables. L'optique stratégique qu'adoptait notre syndicat visait à allier un certain nombre de modernisations et de rationalisations de notre système d'enseignement à une émancipation du milieu et la définition d'un statut social de l'étudiant. Quoi qu'il en soit, son examen demande la prise en considération de facteurs politiques et sociaux qui n'entrent pas dans le cadre de cette analyse. L'objet de cet article est d'étudier sur la base des critiques formulées de différents côtés, les rapports entre les aspects techniques et les aspects politiques d'une réforme de l'Enseignement Supérieur.

Jean-Paul MALRIEU

= = = = =

TECHNOCRATIE ET DEMOCRATISATION DE L'INSTITUTION UNIVERSITAIRE

Typologie des attitudes devant la réforme de l'enseignement

Au sein même de notre syndicat, nous avons rencontré depuis le mois d'octobre 1963, une série de résistances qui expriment généralement sinon une satisfaction devant le fait actuel du moins un certain nombre de crainte devant les modifications éventuelles risquant de remettre en cause un certain nombre d'acquis. Il en est ainsi chez les étudiants ou les militants de base devant nos dénonciations de la passivité actuelle du travail étudiant, et devant les exigences que nous avons développées d'un mode de travail plus rigoureux et plus intelligent. Il en est ainsi pour la critique des examens finaux, de leur caractère aléatoire : bien des étudiants s'opposent au contrôle permanent invoquant leur refus d'un bachotage établi sur toute une année plutôt que sur un seul mois. Cette attitude implique un certain cynisme. Elle suppose que l'on ne porte d'autre intérêt aux études que celui du diplôme sur la valeur duquel l'étudiant ne se fait dès lors aucune illusion.

.../...

Mais à côté de ce cynisme, cette attitude implique la résignation devant le contenu de l'Enseignement. Le cynisme devant la sanction est donc lié à un sentiment d'impuissance devant le cours et les connaissances imposées. On retrouvait cette attitude de confort et de satisfaction de la médiocrité chez beaucoup d'étudiants à propos des formes de la transmission du savoir et du contenu de ce savoir, mais aussi chez de nombreux assistants et professeurs, qui avaient tenté des expériences pédagogiques nouvelles, ou accueilli avec enthousiasme nos tentatives pour imposer un travail étudiant "actif et créateur". Tous ont été déçus de rencontrer une résistance passive à la novation et à l'effort, résistance au demeurant fort compréhensible.

Cette attitude de confort, peut-être est-elle particulièrement développée chez ceux parmi les étudiants, que leur intelligence particulière, le milieu familial et la carrière universitaire ont porté aux situations les plus tranquilles et qui ont pu franchir sans mal, les écueils parfois absurdes dont est semé le "cursus honorum". C'est ainsi que les élèves des Grandes Écoles développent un conformisme particulier dans le domaine des structures.

C'est le raisonnement immobiliste universel : "nous sommes passés par là, pourquoi pas eux ? » qu'on entend à propos de la réforme des études médicales et de l'externat. C'est ainsi que dans les Grandes Écoles supérieures un courant, se fait jour, hostile à toute réforme de structures et à l'allocation d'études. Le courant invoque, un certain nombre de raisons théoriques pour justifier ses positions. "La situation actuelle de l'étudiant n'est pas un état de crise ; bourses, travail noir, et pré embauche permettent aux étudiants de vivre".

Ces tendances immobilistes, à la défense de l'acquis, mordent largement sur les courants politiques de gauche. Aussi, ceux-ci tentent-ils de théoriser cette attitude au nom d'une prétendue supériorité de l'Université bourgeoise sur l'Université néo-capitaliste. Toute réforme en effet serait aujourd'hui d'inspiration technocratique et par conséquent dangereuse.

Par ailleurs, une attitude technocratique peut affectivement se faire jour dans le milieu étudiant. non que celle-ci soit vraiment explicite ; mais la démarche suivie peut délaissier toute préoccupation politique, se plaçant sur le seul terrain de la rationalisation des méthodes et des structures. Cette attitude peut-être l'avons-nous eue, peut-être l'avons-nous encore très souvent ; il ne fait cependant aucun doute que dans bien des cas, nous n'avons pas une vue claire de rapports entre des réformes que nous proposons à un niveau très technique et les problèmes politique généraux.

Quoi qu'il en soit, cette attitude "moderniste", "sans problème", est sans doute partagée par la majorité des étudiants en sciences, tandis que l'attitude de type poujadiste (défense d'une structure et d'une situation techniquement dépassée) est fréquemment rencontrée en Droit et Médecine. Les étudiants en Lettres dans leur majorité tout en ressentant le plus fortement la crise que traverse l'Université, ne semblent pas se situer de façon simple dans cette problématique, en raison surtout de la prégnance de l'idéologie culturaliste des facultés de Lettres et de l'incertitude de leurs perspectives professionnelles.

En fait, un certain nombre de responsables étudiants ont ressenti devant la complexité des problèmes universitaires une sorte de malaise. Ils ont eu l'impression qu'ils n'étaient pas en train de s'attaquer vraiment au problème politique dont ils rêvaient, la condition étudiante prise comme un tout et ils ont abandonné cette pratique universitaire complexe, ardue, à fondements techniques et, pour une pratique syndicale, plus directement politique. Ils ont cru la trouver dans l'une des deux directions suivantes :

- soit une activité revendicative, de type corporatiste classique qui ne retire sa signification politique que du rapport de force, engagée ainsi avec le pouvoir (c'est la justification révolutionnaire traditionnelle d'un certain type d'action syndicale de défense) ;

- soit un déplacement de l'action syndicale de l'ici et maintenant où elle doit normalement se trouver si l'on veut qu'elle ait une signification aux yeux des étudiants actuels et les implique en élevant leur compréhension à travers une pratique responsable, vers une problématique différente externe, qui ne concerne plus les étudiants et l'Université d'aujourd'hui, mais ceux de demain dans l'université démocratique.

C'est alors le choix par le mouvement de la démocratisation du recrutement de l'Université comme thème principal, et la tentation de donner la priorité à l'action intersyndicale, où l'U.N.E.F. n'apporterait plus qu'une force négligeable dès lors qu'elle ne met pas en mouvement l'ensemble des étudiants sur leurs problèmes actuels. Un tel thème pose un double préalable politique ; préalable politique chez les étudiants qui ne peuvent être motivés qu'idéologiquement pour lutter pour la démocratisation de l'Université, et préalable politique absolu puisqu'il ne saurait, la chose est sociologiquement évidente, y avoir égalité des chances sans égalité des conditions matérielles et culturelles. Ce qui suppose au moins un changement de régime socio-économique.

Par peur d'affronter les problèmes techniques de la réforme de l'Université, par peur d'une pratique convergente avec les aspirations de la technocratie, le syndicalisme étudiant va-t-il s'enfermer dans une défense du statu-quo et se réfugier dans une action de type politique (1) ? Va-t-il au contraire, par réalisme et par modernisme, devenir le C.N.J.A du monde étudiant, le défenseur d'une Université technocratique bien huilée: dont rêvent peut-être les plus avancés de nos technocrates en tirant profit des modèles les plus évolués, y compris le modèle soviétique ?

Pour répondre à ces questions politiques, devant lesquelles le syndicat ne peut fuir s'il veut adopter une stratégie consciente, il faudra dépasser certaines divisions conceptuelles commodes, mais inadéquates. Il en est ainsi du rapport du politique et du technique, des concepts de divisions techniques et divisions sociales du travail dans l'Université (2). Mais seule pourrait nous fournir de nouveaux concepts une étude minutieuse des significations idéologiques d'un certain nombre de structure de méthode et de division du travail, à fondement historique technique, mais déviées, depuis, de leur sens initial, ou ne correspondant plus aux données techniques actuelles dans ce domaine (vieillesse du contenu de l'enseignement ou de la technique de transmission du savoir). Il ne saurait en tout cas être question de résoudre ici un problème qui est peut-être un problème essentiel du syndicalisme contemporain, voire un problème de philosophie politique fondamental : le rapport de la rationalité et de la démocratie.

Une erreur qui semble couramment commise parmi nous consiste à identifier rationalité et technocratie, et portant à rejeter toute rationalisation technique d'un état de fait

-
- (1) - cf à ce sujet le manifeste du S.N.E.S S.U.P où l'on voit clairement que la démocratisation de l'Enseignement est prise comme échappatoire aux problèmes techniques posés par le pouvoir et sur lequel le syndicat n'ose pas se prononcer, partagé en tendances libérales et modernistes.
- (2) Cf. Althusser in La Nouvelle Critique N°152, Janvier 1964. Le rapport pédagogique représenterait une expression pure de la division technique du travail et de la division sociale relative au contenu idéologique de l'Enseignement transmis.

contradictoire ou déficient. C'est se méprendre sur la nature de la technocratie que la considérer dans la perspective du capitalisme libéral dépassé dans ses modèles économiques, politiques et idéologiques par une série de réformateurs qui aménagent les normes d'une civilisation historique afin d'en réduire ou d'en marquer les contradictions secondaires. En donnant à l'Etat un rôle planificateur, régulateur, et un pouvoir d'intervention, le technocrate rationalise effectivement un système jusque là livré au dogme de la libre entreprise afin de réduire les incohérences qui mènent les phénomènes de production et de consommation. Reposant le problème du pourquoi d'un certain nombre de structures universitaires désormais sans raison d'être (3), le réformateur universitaire technocratique tente de réduire certains parasitismes structurels ou sociologiques qui freinent le développement économique et intellectuel d'un pays.

Devons-nous l'en blâmer et refuser de mettre sur pied sur le terrain où il se meut, lui abandonner toute la problématique technique et nous cantonner dans l'affirmation d'exigences démocratiques, au demeurant fort vagues, puisque jamais confrontées aux limites techniques inéluctables que rencontre toujours toute réforme en toute refonte (ne serait-ce que le niveau de forces productives à un moment donné).

Demeurant dans le vague, nous resterons dans une abstraction de mauvais aloi, et nous ne proposerons au combat des masses que des objectifs mouvants et utopiques : il ne nous restera pas même l'issue démagogique des promesses fallacieuses dont l'histoire récente a prouvé qu'elles ne trompaient plus.

Notre critique de la démarche technocratique ne doit pas s'inspirer de telles perspectives, mais utiliser au contraire la rationalité dont elle s'inspire en la portant à un niveau plus élevé, car le technocrate est l'homme d'une rationalité bâtarde et ambiguë. Il ne peut, de par sa nature même, pousser l'examen critique d'une situation jusqu'à en relever les maux profonds, qu'il ne veut pas résoudre, et lever les contradictions jusqu'aux principales.

Il doit démarrer dans une "prospectivité" (4) relativement prudente, faite de projections équilibrées. Dans chaque acte technocratique, qu'il s'agisse d'une réforme ou d'un livre idéologique, on découvrira facilement le compromis, la solution de moyen terme raisonnable, et ses postulats réformistes de l'évolution sans heurt.

.../...

(3) - cf. ZAMANSKY et son attitude à l'égard des Grandes Ecoles

(4) - cf. Le rôle du Centre d'Etudes prospectives dans l'élaboration de l'idéologie technocratique française.

Le technocrate est donc limité dans sa logique et ses aspirations théoriques. Il est l'homme du Plan, à la rigueur l'homme de l'horizon. Il lui importe peu au demeurant que la terre soit ronde ou carrée. Du moins veut-il délibérément ne pas en discuter. Ainsi. F. BLOCH-LAINE, dans la réforme de l'entreprise abandonne-t-il toute question de Droit ou d'essence au sujet de propriété et de la direction, pour engager une évolution réaliste et pragmatiste des statuts et des rapports respectifs de ces dernières. Tout alors devient tactique dans ses propositions, à la fois à l'égard du Capital et du Syndicalisme ouvrier, et peut être BLOCH-LAINE est-il suffisamment pétri de cette politique évolutive pour ne s'être jamais posé la question du devenir de la propriété privée à long terme (5).

L'attitude technocratique n'est donc pas identifiable à une pure volonté de rationalisation, elle en est au contraire l'expression déformée, abâtardie et tactique ; ce serait une grave erreur que de lui laisser le monopole de cette préoccupation. Nous pensons au contraire avec O. LANGE (6) que le principe de rationalité implique une critique fondamentale et conduit à la nécessité révolutionnaire. La situation actuelle où les forces démocratiques craignent d'aborder les problèmes de la rationalité économique d'un système ou de la rationalité technique d'un système d'enseignement est l'héritage caractéristique et monstrueux de lustres entiers de sclérose théorique et de vingt ans de poujadisme politique. Dans l'état de faiblesse où nous sommes, il est certes à craindre qu'en un premier temps nous entrions dans le jeu des justifications techniques à postulats politiques implicites de nos adversaire et que nous y soyons intégrés après tant d'autres.

Mais si nous trouvons la force de pousser plus loin notre critique rationnelle et nos exigences, nous et l'ensemble du milieu étudiant, il est peu vraisemblable que le pouvoir puisse contenir dans les limites qui lui conviendraient le dynamisme que nous aurions suscité sur ce problème.

Cela ne signifie pas qu'il existe à l'inverse un simple rapport d'identité entre rationalité et démocratie.

(5) - Traité d'Economie Politique

(6) - Aurait-il des idées en ce domaine qu'il ne pourrait les dire. Le technocrate est pris dans le dilemme de ne pas penser ou de se taire...

Jusqu'ici l'attitude démocratique procède par affirmation de principes généraux ou d'exigences fondamentales. Ces principes, en règle générale, buttent sur les contraintes techniques qu'imposent nécessairement le (développement de l'organisation sociale et les spécialisations inéluctables. Il ne reste plus, dès lors, aux démocrates :

- Chanter les louanges d'une civilisation primitive perdue (c'est ce que font les clubs exotiques de vacances, les "penseurs" de la revue Planète, et quelques intellectuels anarchistes de droite qui rêvent en longs volumes philosophiques de briser les machines dont ils s'accommodent d'ailleurs fort bien pour leur confort journalier).

- Nier l'évidence et réaffirmer avec force l'utopie salvatrice jusqu'à l'absurde : c'est ainsi que LAPASSADE envisage l'idée de mettre un jour les transports Publics en autogestion, de faire élire le conducteur et voter l'heure de départ. Cette attitude préfère en général le terrain critique, où elle agite sans arrêt le concept d'aliénation à l'égard de toute relation contraignante avec le réel ou les autres.

- Ecarter l'objection technique en visant la seule prise du pouvoir, avec la certitude que viendra alors une société de l'abondance qui libérera l'homme de toute une série de contradictions.

Ces attitudes démocratiques mythiques, insouciantes de l'Économique ou du Psychologique, ont sévi dans l'U.N.E.F et sévissent encore. On pourra rattacher certains types mis en évidence au départ à ces attitudes. Lorsque nous avons, au début de l'année universitaire, lancé une série de thèmes idéologiques, sur la désaliénation du monde étudiant, nous participions à un certain nombre de ces mythes ; nous procédions parfois par amalgame ou par analogie avec des relations extérieures au monde universitaire et nous avons dû reconnaître, sous la pression des faits et de la critique, que toute une série de limites nous étaient imposées qui tenaient à des considérations techniques. Qu'il n'y aura jamais une symétrie dans le rapport maître-élèves, qu'aucune société avant longtemps ne pourra se passer de sélection et d'instrument de contrôle (examen), qu'il existe des techniciens supérieurs et qu'il est peut-être utopique dans une société quelle que soit sa nature, de vouloir leur donner quatre ans d'un enseignement long, le même que celui des futurs chercheurs. Que les principes humanistes du plan LANGEVIN-WALLON, qui ne tiennent pas compte de la nécessité de pourvoir au mieux l'ensemble des postes de la division technique du travail, sont eux aussi utopiques.

Faut-il, dès lors, composer tel le technocrate avec le réel et passer le compromis entre nos exigences et la technique ? La solution ne saurait consister dans ce pragmatisme sans méthode. Elle réside sans doute dans la construction d'une démarche consciente, la plus scientifique possible vers un modèle rationnel démocratique. Cette stratégie peut emprunter deux voies différentes :

- une voie progressive réformiste d'aménagements successifs, d'étapes d'application ;

- une voie dialectique révolutionnaire, qui viserait à unifier une série de contradictions et les faire sauter par bonds qualitatifs.

Le concept d'objectif intermédiaire est, à cet égard, ambigu puisqu'il peut-être entendu soit au sens d'étape progressive, soit au sens d'objectifs stratégiques l'U.N.E.F. n'a pas pris position entre ces deux démarches, et sans doute n'a-t-elle pas à le faire dans les circonstances actuelles puisque le problème ne saurait être tranché aujourd'hui, sur la base d'une expérience objective des militants, mais par un simple rapport de forces idéologiques au sein du mouvement, ce qui n'aurait aucune signification syndicale.

En vérité, la tâche qui est la nôtre aujourd'hui est une analyse critique minutieuse de l'Université actuelle préalable à l'élaboration de toute stratégie, en matière de réforme de l'Enseignement.